



FONDS FIDUCAIRE POUR LA CONSERVATION ETUDE SUR LES INVESTISSEMENTS

ANNÉE CALENDRAIRE 2012



FONDS FIDUCIAIRES POUR LA CONSERVATION



Contribution photographique de Lorenzo Rosenzweig Pasquel, Fondo Mexicano para la Conservación de la Naturaleza

ÉTUDE SUR LES INVESTISSEMENTS

Katy Mathias and Ray Victorine
Wildlife Conservation Society



Préparée en collaboration avec la Conservation Finance Alliance, le Réseau des Fonds Environnementaux d'Amérique Latine et des Caraïbes (RedLAC) et le consortium des Fonds Africains pour l'Environnement (CAFÉ).

Octobre, 2013



Acacia Partners



TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	1
AVANT-PROPOS	2
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	6
INTRODUCTION	8
Contexte	
Objectifs	9
MÉTHODOLOGIE	10
Format de l'enquête, origines	
Collecte des données	
Confidentialité	
Année fiscale	11
Variantes statistiques	
Exactitude	
Rendements moyens	
LES FFC PARTICIPANTS	12
Fonds d'amortissement et de dotation	13
Région et âge des Fonds participants	14
Devises	
RÉSULTATS ET ANALYSE	16
Taux de rendements organisationnels globaux (Nominiaux)	
Performance des investissements	17
Références et objectifs	
Rendements par région	19
Impact de l'inflation/Rendements réels	
Rendements sur plusieurs années	21
GESTION D'INVESTISSEMENT	23
Stratégies d'investissements	
Allocation d'actifs	24
Services d'investissements	25
Taux de dépenses	26
Mobilisation des ressources	27
Restrictions par les donateurs et autres contraintes	
CONCLUSION	29
GLOSSAIRE DES TERMES	30
LISTE DES FFC PARTICIPANTS	32

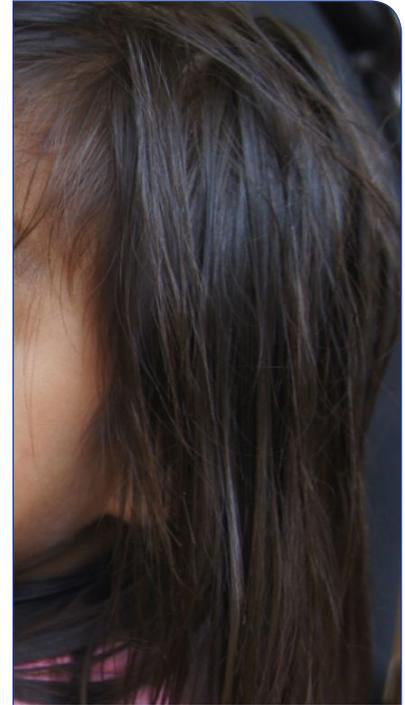


REMERCIEMENTS

Le projet « Étude sur les Investissements (CTIS) » est coordonné par la Conservation Finance Alliance (CFA), un réseau de coopération regroupant des gouvernements, des agences multilatérales, des ONG, des sociétés privées, des gestionnaires, des institutions académiques et des experts indépendants, œuvrant pour faciliter un financement durable en faveur de la conservation. Le Réseau des Fonds Environnementaux d'Amérique Latine et des Caraïbes (RedLAC) et le consortium des Fonds Africains pour l'Environnement (CAFÉ) sont également des partenaires clés du projet.

Le financement du projet a été octroyé par la Fondation Gordon et Betty Moore, Acacia Partners et la Fondation Linden pour la Conservation. L'élaboration du présent rapport a été le fruit de la participation bénévole des Fonds Fiduciaires pour la Conservation, et nous tenons à remercier tous ceux qui ont pris de leur précieux temps pour répondre au questionnaire, formuler des commentaires et des suggestions, et fournir des photos pour le document.

Nous sommes particulièrement reconnaissants envers l'Équipe Consultative du projet CTIS (John Adams, Fernanda Barbosa, Karine Barcelos, Carl Bruessow, Sylvie Goyet, Scott Lampman, Kathy Mikitin, Ravaka Ranaivoson, Lorenzo Rosenzweig, Ann Marie Steffa, et Juan Pablo Vallejo) pour son apport dans la démarche et l'outil du questionnaire ainsi que ses contributions au rapport. Scott O'Connell d'Acacia Partners, Patrick Drum du Groupe UBS Arbor, Nancy Bard de Commonfund, Jorge Marmolejo de Franklin Templeton Servicios de Asesoría Mexico et Marja Preston ont également fourni une aide précieuse à la préparation du rapport et sont ici vivement remerciés.



Contribution photographique de Fondo de Las Americas (Fondam), Peru



Contribution photographique de Lorenzo Rosenzweig Pasquel, Fondo Mexicano para la Conservación de la Naturaleza



AVANT-PROPOS

Cher Gestionnaire,

Une fois de plus, nous sommes fiers de vous présenter l'Étude Annuelle sur les Investissements (CTIS). Nous espérons que cette sixième édition vous aidera à augmenter les rendements de vos investissements et, par conséquent, à mieux conserver les richesses naturelles de notre planète.

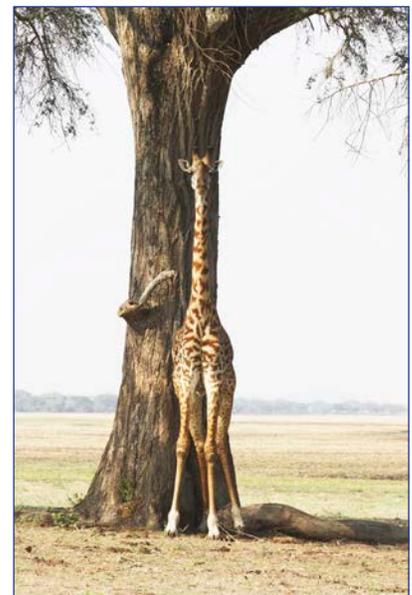
L'analyse de cette année ne peut conduire qu'à une seule conclusion: les Fonds Fiduciaires ont grandement sous-investi dans les portefeuilles d'actions, qui représentent en moyenne 24% de leurs investissements. Ainsi et si le schéma actuel de répartition des actifs est maintenu, on risque fort de ne pas atteindre le niveau de richesse nécessaire au financement sur le long terme des activités cruciales des Fonds Fiduciaires. Pour les fonds de dotation dont le travail s'étendra sur plusieurs générations, le constat est accablant et irréfutable: la plus grande partie des actifs devrait être investie dans des portefeuilles d'actions.

Il est impossible de prédire si la valeur des actions sera en hausse ou en baisse dans trois ans, même si l'on peut deviner que, dans la mesure où les rendements dans une certaine zone géographique ont été élevés au cours des trois dernières années, ils seront faibles dans les trois années à venir, et vice versa. Néanmoins, avec suffisamment de temps, un portefeuille d'actions génèrera autant de rendements qu'un portefeuille d'obligations, de dépôts à terme ou de fonds du marché monétaire. Les engagements de votre Fonds s'étalent sur des décennies, son portefeuille doit être investi en conséquence.

Sur la base des indices mondiaux, une répartition standard de 60% en actions et de 40% en obligations aurait produit un rendement de 11,6% en 2012. Pourtant, le rendement moyen des Fonds de l'enquête était de 8,9%. La différence entre les deux, c'est-à-dire 2,7% ne semble pas significative. Néanmoins, au cours



Contribution photographique de Fernanda Barbosa, Brazil



Contribution photographique de Juraj Ujhazy, Wildlife Conservation Society

des 10 dernières années, US\$ 10 millions investis à 8,9% auraient produit annuellement US\$ 23,45 millions, tandis qu'un rendement de 11,6% aurait produit US\$29,967 millions, c'est-à-dire US\$6,517 millions supplémentaires pour la conservation!

Plusieurs études académiques montrent que les actions offrent un meilleur rendement sur le long-terme. Voici les chiffres présentés par la société Ibbotson, leader d'analyses indépendantes sur les investissements:

ACTIF	RENDEMENT ANNUALISÉ 1926-2010
Bonds du Trésor	3,6%
Obligations gouvernementales	5,5%
Actions à forte capitalisation	9,9%
Actions a faible capitalisation	12,1%

Qu'en est-il de l'avenir? L'an dernier, nous avons cité Grantham, Mayo & Van Otterloo (GMO), l'un des plus grands gestionnaires de fonds institutionnels et fort respecté dans le secteur. GMO calcule régulièrement les rendements de différentes catégories d'actifs sur les sept ans à venir, et généralement de manière précise. GMO vérifie la valeur relative entre les catégories d'actifs, sur le long terme. Les rendements réels annuels attendus par GMO (après inflation) pour les obligations gouvernementales sont de 0,2% par an sur les sept prochaines années; pour les obligations indexées au taux d'inflation, ce rendement est de 0,2% par an, et pour les obligations des marchés émergents, il est de 2,5% par an. Cela est nettement insuffisant pour financer les activités de conservation toujours en augmentation.

Bill Gross de PIMCO, le plus grand gestionnaire d'obligations au monde, a récemment fait des commentaires sur l'engouement des investisseurs pour les obligations, disant que "jamais les investisseurs ne se sont autant abaissés pour autant de risques." Une hausse des taux d'intérêts, aussi modeste soit-elle, peut entraîner une baisse significative de la valeur des obligations. Cet été, nous avons eu un avant-goût de l'impact de l'augmentation des taux d'intérêt sur les titres obligataires. En à peine six semaines au cours de l'été, les obligations du Trésor américain ont perdu 3,1% de leur valeur, les obligations de sociétés de qualité ont diminué de 5,7%, et les obligations à rendement élevé ont chuté de 7,7%.

Etant donné que le taux de rendement des obligations est fixe, la valeur des obligations décline lorsque les taux d'intérêts augmentent. Lorsque les taux d'intérêt baissent, la valeur des obligations augmente. Au cours des 30 dernières années, les taux d'intérêt ont chuté de façon spectaculaire dans une grande partie du globe, permettant aux détenteurs d'obligations de jouir à la fois de revenus d'intérêts importants et de gains provenant de l'augmentation des valeurs obligataires. Les taux d'intérêt approchant aujourd'hui de zéro dans les pays développés, il est mathématiquement impossible que cette baisse des taux d'intérêt, qui n'arrive qu'une fois au cours d'une génération, se produise à nouveau.

Selon GMO, les rendements annuels attendus des actions au cours des 7 années à venir, ne sont pas formidables non plus:

Actions US à forte capitalisation	-2.1%
Actions à faible capitalisation	-3,5%
Actions de Haute Qualité US	+3,1%
Actions internationales à forte capitalisation	+2.4%
Actions internationales à faible capitalisation	+2,1%
Actions des marchés émergents	+6,8%

Cependant, même avec ces prévisions de rendements relativement faibles, certaines catégories d'actions présentent des rendements attendus nettement supérieurs à ceux des obligations. Bien sûr, les actions peuvent baisser de façon

inattendue et rester faibles longtemps. Pour cette raison, il est conseillé d'investir en actions uniquement la partie des fonds dont vous n'aurez pas besoin pendant au moins cinq ans. Il est clair qu'investir dans des actions présente des pièges et des complications : il est donc important de le faire avec des personnes ayant prouvé un savoir-faire et une compétence de longue date, en matière de sélection d'actions.

Il est également important de garder un montant en liquide équivalent à quatre ou cinq années de dépenses, pour amortir les chocs lorsque le prix des actions chute.

Etre responsable d'une dotation permanente vous oblige à vous concentrer sur *la valeur des actions dans cinq ans et au delà, et non pas sur leur valeur au cours du mois ou de l'année à venir.*

Etant donné les incertitudes présentées quotidiennement par la presse, il peut sembler risqué d'augmenter la part d'actions d'un portefeuille. Pourtant, il est rare que les investisseurs aient le luxe d'investir en période calme. Depuis le début des années 70, les États-Unis ont connu une guerre désastreuse au Vietnam, la démission d'un président, une inflation galopante, une flambée des taux d'intérêt, une attaque terroriste dévastatrice, trois guerres, le crash de la techno-bourse, l'éclatement d'une bulle immobilière, une grave crise financière, et maintenant le fardeau de la dette massive. Et comment les investisseurs s'en sont-ils sortis au cours de ces périodes difficiles? Depuis 1974, l'indice S&P 500 a augmenté de plus de 2 100%, et le NASDAQ de plus de 5 500%.

La richesse à long terme se crée à travers la détention d'actions. Pour une croissance conséquente du capital en dotation, au moins 50 ou 60% de ce dernier devraient être investis en actions. On peut même plaider en faveur d'une allocation encore plus importante.

Un des plus grand risques pour la durabilité du capital de son fonds de dotation est d'avoir peur d'investir en actions après une baisse du marché.

Une étude récente menée par Associated Press sur les ménages dans dix des plus grandes économies du monde révèle qu'au cours des cinq dernières années, les particuliers ont vendu des actions après une énorme baisse des prix et ont investi dans des obligations dont les rendements sont souvent trop faibles pour suivre l'inflation.

Ces investisseurs auraient fait justement l'inverse de ce qui était dans leur intérêt: «Un désir de sécurité a conduit les individus à se débarrasser des actions, alors même que les prix montaient en flèche par rapport aux faibles prix de la crise du début 2009. Les investisseurs dans ces 10 premiers pays ont retiré \$ 1100 milliards de fonds communs d'actions au cours des cinq années après la crise ... Ils ont versé encore plus d'argent en fonds communs d'obligations (\$ 1300 milliards), alors même que les paiements d'intérêts sur les obligations baissaient à des niveaux records.” La peur a fait réagir ces investisseurs de façon émotionnelle et les a poussés à vendre alors que la valeur des actions était bonne.

Le meilleur moyen de gagner de l'argent avec les actions est de ne pas se décourager lorsque leur valeur est à la baisse.

Depuis la crise financière, presque tous les marchés boursiers ont récupéré toutes leurs pertes et ont enregistré des rendements positifs pour les investisseurs qui n'ont pas vendu.

Il s'agit ainsi d'élaborer une stratégie pour augmenter votre position en actions. Si les marchés perdent 10%, augmentez votre allocation en actions. S'ils perdent 10% supplémentaires, échangez encore vos obligations contre des actions. Sinon, investissez davantage de fonds propres en actions, régulièrement, comme par exemple, tous les six mois, ou au début de chaque année, jusqu'à ce que vous parveniez à vos objectifs. Préparer une stratégie, et vous y tenir vous permettra d'exclure toute émotion dans vos prises de décisions en matière d'investissements.

N'investissez pas à la lumière des grands titres de la presse, des nouvelles politiques les plus récentes ou de ce qu'un

“expert” raconte sur le marché boursier. Peter Lynch, le légendaire gestionnaire de fonds commun de placement aux États-Unis, a dit un jour: «Si vous passez 13 minutes par an à analyser des prévisions économiques et de marché, vous avez perdu 10 minutes.” C’est certainement exagéré, mais Lynch n’a jamais essayé de prédire l’avenir du cours de la bourse. Il a gardé des positions en actions à tout moment et, malgré de nombreuses périodes de baisses déchirantes du prix des actions, il a obtenu un rendement consolidé annuel de 29%, grâce à un discernement remarquable en matière de sélection de titres.

En investissant de façon aussi importante dans les obligations et dans les liquidités, les Fonds Fiduciaire de Conservation sont vulnérables à la hausse de l’inflation et des taux d’intérêt, lesquels ont le potentiel de compromettre durablement la viabilité d’un fonds de dotation. En sous-pondérant de façon aussi importante le portefeuille d’actions, ils anéantissent également la possibilité d’augmenter considérablement le capital au fil du temps.

Nous avons cité Warren Buffett au sujet des obligations dans le rapport de l’année dernière. Il n’est pas superflu de le citer à nouveau: “Au cours du siècle dernier, ces instruments ont détruit le pouvoir d’achat des investisseurs dans de nombreux pays, alors même que les titulaires continuent de recevoir le paiement des intérêts et du capital, en temps voulu,.... Même aux États-Unis, où une monnaie stable est vivement souhaitée, la valeur du dollar a diminué de 86% depuis 1965 les taux actuels sont loin de compenser le risque lié au pouvoir d’achat, que les investisseurs assument. Actuellement, une étiquette de mise en garde devrait être jointe à toute obligation”.

M. Buffett, qui est reconnu comme étant l’un des plus grands investisseurs de tous les temps, préfère nettement investir dans les actions: “Je crois que sur le long terme, cette catégorie d’investissement sera la grande gagnante...mais plus important encore, elle sera, de loin, la plus sûre.”

Cordialement,
Gregory Alexander
Acacia Partners



Contribution photographique de Juraj Ujhazy,
Wildlife Conservation Society

Les Fonds Fiduciaires pour la Conservation (FFC) sont des institutions privées, légalement indépendantes et qui fournissent, sous forme d'octroi de subventions, des sources de financement stables, durables et à long terme pour la protection et la gestion durable des ressources naturelles dans les zones de grande biodiversité. Le plus souvent par le biais de fonds de dotation ou de fonds d'amortissement, les FFC utilisent les revenus des placements pour fournir une source fiable de soutien à la gestion des aires protégées et aux programmes et projets de conservation, ainsi que des appuis financiers pour les communautés locales. Dotés d'une source stable de financement opérationnel (les rendements des investissements), ces institutions sont également efficaces pour gérer et déboursier des financements issus de toute sorte de mécanisme, ce pour soutenir les projets de conservation et de développement durable.

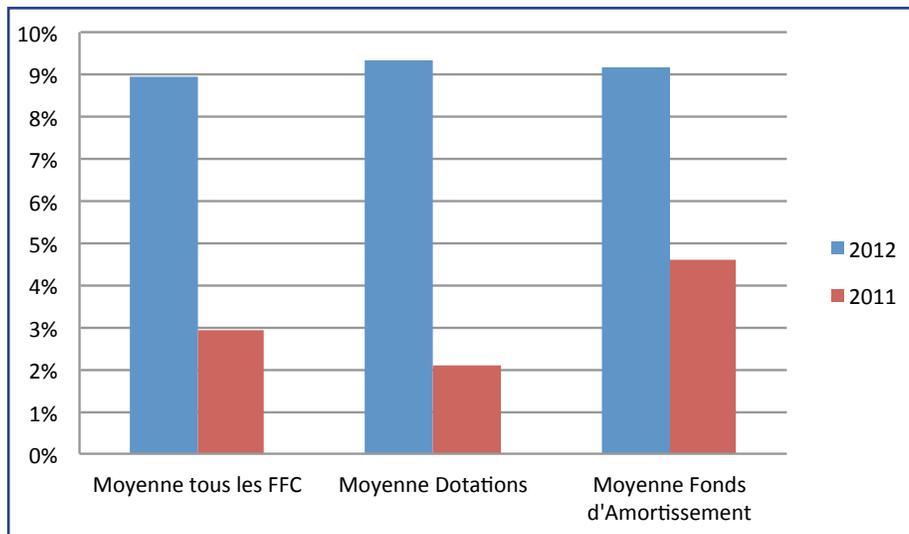
Depuis 2006, l'Étude sur les Fonds Fiduciaires pour la Conservation (CTIS) mesure la performance financière et examine les stratégies d'investissements des FFC à travers l'Afrique, l'Asie, l'Europe de l'Est, l'Océanie, l'Amérique Latine et les Caraïbes. Les Fonds Fiduciaires pour la Conservation de cette étude gèrent des fonds de dotation, des fonds d'amortissement ou les deux à la fois. Les informations présentées dans ce document se rapportent à une diversité de placements libellés à la fois dans la devise locale du pays d'origine du FFC, et en devises internationales, y compris en dollars américains et en euros. Les types d'investissement varient du plus simple au plus compliqué : ceux qui sont détenus dans les banques locales ou placés dans des certificats de dépôt à terme, jusqu'à des portefeuilles de placement plus complexes, gérés par des sociétés d'investissement internationales.

Alors que l'incertitude des investisseurs a continué à être forte en 2012, les rendements nominaux ont été nettement supérieurs à ceux de l'exercice précédent. L'indice S & P 500 a généré 16%, contre 2,05% en 2011. L'indice mondial MSCI, qui était à -8,01% en 2011, a rebondi avec un rendement nominal de 16,54% en 2012. Les rendements obligataires, en revanche, tel que mesurés par l'indice Capital Aggregate Bond Index de Barclays, ont été d'environ 50% inférieurs en 2012 à ceux de 2011 (4,21% contre 8,39%).

La rentabilité globale pour les Fonds Fiduciaires pour la Conservation participant à cette étude est en phase avec l'amélioration générale du climat de l'investissement. En moyenne, les FFC ont obtenu des rendements nominaux de 8,94%, contre une moyenne de 2,94% en 2011. Les fonds de dotation ont obtenu, en moyenne, 9,35% en 2012, contre

2,07% en 2011. Les fonds d’amortissement ont obtenu 8,49%, en moyenne, en 2012, contre 4,61% en 2011. Lorsque l’inflation est prise en compte, le rendement réel d’un fonds de dotation en moyenne est de 5,90%, et le rendement réel d’un fonds d’amortissement en moyenne est de 4,92%.

Graphique 1. Rendements Nominiaux Moyens, 2012 contre 2011

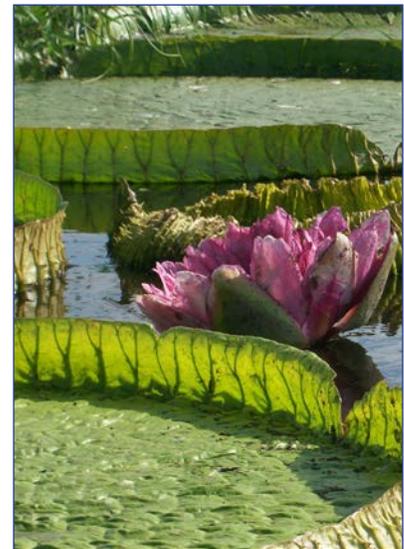


Rétrospectivement, on peut constater que les rendements nominaux moyens, pour la période se terminant en 2012, étaient de 6,38% sur trois ans, et de 5,20% sur cinq ans, ce qui est plutôt considérable, compte tenu de la volatilité du marché au cours des dernières années, même si cela reste en dessous de la cible de rendement nominal de 7% que de nombreux FFC désignent comme objectif de performance.

Trente-six FFC ont participé à l’étude cette année, dont six qui y participaient pour la première fois. Les FFC participants illustrent les efforts de conservation dans 35 pays, et sur cinq continents. Leur taille varie : de petits fonds de dotation pour la protection d’une seule espèce, à de grandes institutions finançant de vastes efforts de conservation, et soutenant les aires protégées et la protection de la biodiversité à travers un pays tout entier.

A la demande des lecteurs, l’étude CTIS de 2012 comprend, en sus, une analyse comparative entre les régions. Cette analyse a été rendue possible grâce au fort taux de participation dans chacune des trois régions de l’étude, à savoir l’Amérique Latine et les Caraïbes, l’Afrique, et l’Europe de l’Est/l’Asie/l’Océanie. Ceci a permis une taille d’échantillon adéquate pour mener la comparaison.

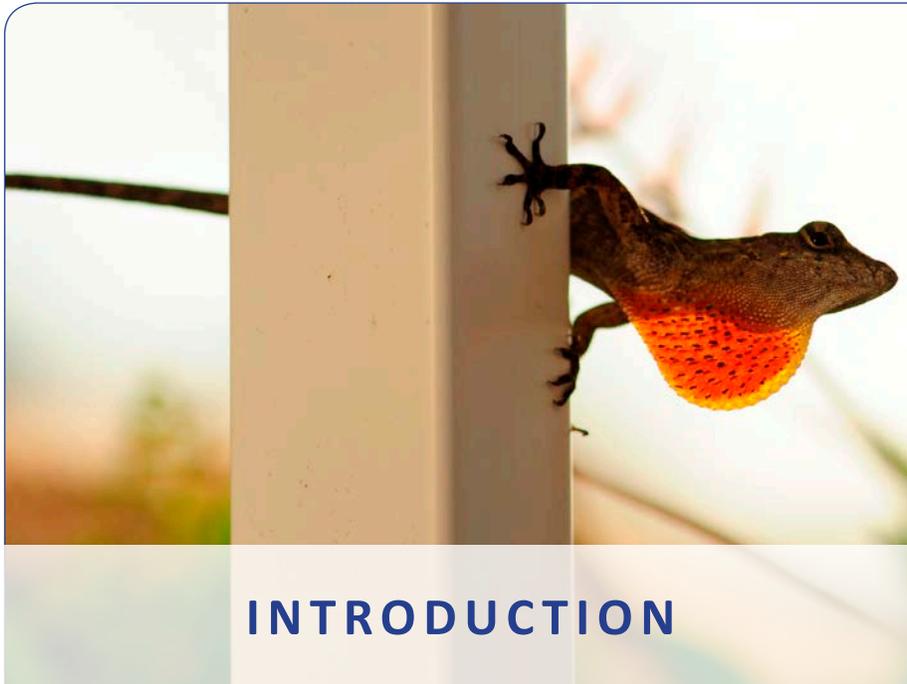
Grâce à un financement de la Fondation Gordon et Betty Moore, la Fondation Linden pour la Conservation et Acacia Partners, il est prévu que l’étude CTIS se développe dans les prochaines années, pour fournir une analyse supplémentaire et un soutien éducatif aux FFC et à d’autres membres partenaires du projet CTIS. En utilisant le site Web de la Conservation Finance Alliance comme plateforme Internet, et le rapport annuel comme base de travail, nous offrirons des analyses et des articles d’intérêt supplémentaires, avec des webinars et d’autres outils d’information sur la gestion des investissements. Le site mis à jour devrait être opérationnel d’ici la fin de l’année 2013.



Contribution photographique de Valeria Dorado, Nacional de Áreas Protegidas (FUNDESNA), Bolivia



Contribution photographique de Valeria Dorado, Nacional de Áreas Protegidas (FUNDESNA), Bolivia



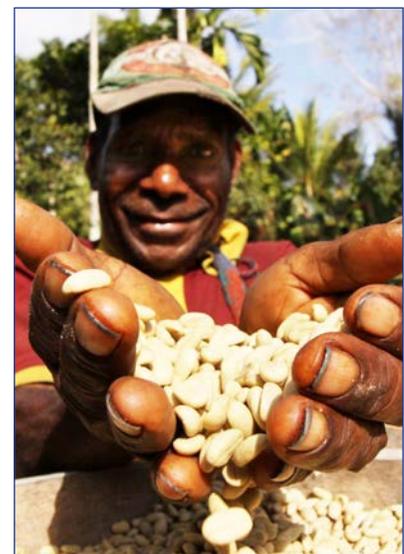
Contribution photographique de Lorenzo Rosenzweig Pasquel, Fondo Mexicano para la Conservación de la Naturaleza

CONTEXTE

Les Fonds Fiduciaires pour la Conservation mettent à disposition un financement durable pour la gestion des aires protégées, pour les projets de conservation et pour le développement durable. En grande majorité, les FFC participant à cette étude sont gérés en tant qu'organisations privées et indépendantes du gouvernement. Ils sont généralement capitalisés par des subventions en provenance de bailleurs bilatéraux et multilatéraux, de gouvernements, de fondations, d'associations à but non lucratif, et d'entreprises privées.

Depuis la création du premier FFC, au début des années 1990, les Fonds Fiduciaires pour la Conservation se sont avérés être des organismes très efficaces pour fournir un financement stable, ce en gérant efficacement les revenus des placements et en mettant à profit ce capital pour obtenir des subventions et des fonds supplémentaires en faveur de projets de conservation. A ce jour, plus de soixante-dix Fonds Fiduciaires pour la Conservation ont été établis ou sont en cours de création en Afrique, en Amérique Latine et dans les Caraïbes, en Asie, en Europe de l'Est et en Océanie. Tous s'inspirent de la structure et de l'exemple de fonctionnement des premiers FFC. Beaucoup de ces FFC ont dépassé - ou sont en voie de dépasser - deux décennies d'opération continue et réussie; ils démontrent avec aisance l'efficacité du modèle FFC. Le nombre de FFC régionaux a aussi augmenté au cours des dernières années. Ils ont été créés pour soutenir des aires protégées sur plusieurs pays ou des objectifs de conservation qui transcendent les frontières nationales.

Les Fonds Fiduciaires pour la Conservation ont pu utiliser les revenus issus des investissements des fonds de dotation et d'amortissement pour financer leurs coûts administratifs et de fonctionnement. Ces revenus leur ont également permis de financer des projets et ainsi d'atteindre leurs objectifs et d'accomplir leur mission. De plus, les FFC ont pu mettre à profit leurs capacités financière et



Contribution photographique de Mark Ziembicki via the Tree Kangaroo Conservation Program, Papua New Guinea

administrative pour lever des fonds supplémentaires pour les projets. Si la plupart des FFC a été créée pour financer la gestion des aires protégées, une grande partie est aussi devenue un mécanisme efficace pour:

- Gérer et déboursier des fonds pour soutenir toute une palette d'activités de conservation;
- Permettre une gestion stable des aires protégées durant les périodes d'instabilité politique et d'incertitudes économiques;
- Fournir un appui financier au bénéfice des communautés locales et pour la création durable de projets générateurs de revenus;
- Initier des partenariats avec le secteur privé pour soutenir des pratiques commerciales durables, et pour créer des sources de financement innovantes en faveur de projets de conservation;
- Gérer des fonds issus d'initiatives de Paiement pour les Services Ecosystémiques (PSE) et d'autres sources semblables ; et
- Mettre en œuvre des programmes à long-terme qui fournissent des financements pour une meilleure gestion du territoire, et ainsi soutenir la conservation de la biodiversité.

Cette étude CITS est conçue pour fournir des informations qui peuvent aider les FFC déjà opérationnels dans l'analyse de leurs stratégies d'investissement; elle peut également servir de base pour permettre aux FFC en création de tirer profit de l'expérience des autres. Avec le questionnaire de cette année, nous avons ajouté la possibilité pour les FFC de partager leurs données brutes entre eux. Les FFC qui choisissent de le faire (ils sont au nombre de 31) auront accès aux données brutes de ceux qui ont fait le même choix. Grâce à ce mécanisme, les FFC pourront créer des groupes de pairs personnalisés, tirer des conclusions plus détaillées, et identifier des homologues particuliers à contacter pour plus d'informations.

OBJECTIFS

Le principal objectif de cette étude est de faire état de la performance et de présenter les stratégies d'investissement et les structures mises en place par les Fonds Fiduciaires pour la Conservation participant à l'initiative CTIS. Un objectif secondaire est de discuter des meilleures pratiques en matière de gestion des investissements par les fonds.

Le rapport se focalise sur les informations financières suivantes, obtenues par le biais de questionnaires remplis par chaque FFC participant:

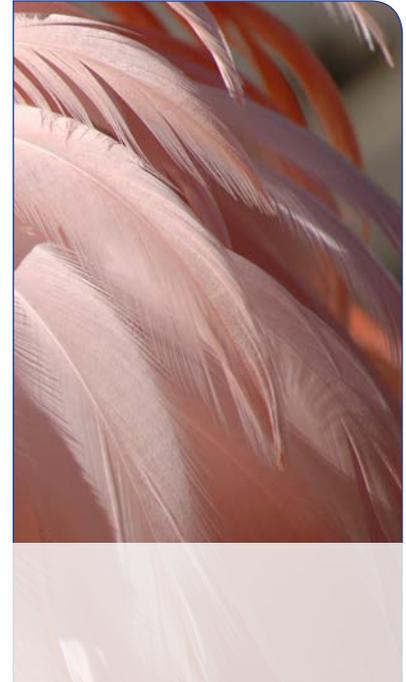
- Le profil démographique des FFC participants
- Le rendement des placements financiers
- L'allocation des actifs et des devises
- Les politiques et la gestion des investissements



Contribution photographique de Ray Victorine, Wildlife Conservation Society



Contribution photographique de Valeria Dorado, Nacional de Áreas Protegidas (FUNDESNA), Bolivia



Contribution photographique de Lorenzo Rosenzweig Pasquel, Fondo Mexicano para la Conservación de la Naturaleza

FORMAT DU QUESTIONNAIRE, ORIGINE

Ce rapport est destiné à rassembler et à présenter des informations financières des Fonds fiduciaires pour la Conservation (FFC) qui gèrent des fonds de dotation, des fonds d'amortissement ou des fonds de roulement, et dont le mandat est de fournir des financements à long terme pour la conservation et le développement durable. La création du CTIS s'inspire de l'expérience du 'Common Fund-National Association of College and University Business Officers (NACUBO)' qui publie une enquête annuelle sur les performances des fonds de dotation des universités américaines.

COLLECTE DES DONNÉES

Le questionnaire pour l'année civile prenant fin au 31 décembre 2012 a été administré en deux parties et a été envoyé par courriel à tous les FFC participants. La première partie, traitant de la politique et de la stratégie d'investissement, était disponible en format MS Word ainsi que dans un formulaire en ligne. La deuxième partie, traitant des retours sur investissements, de l'allocation des actifs et des frais et commissions, était disponible en format MS Excel. Les questionnaires étaient disponibles en anglais, espagnol et français, avec l'exception du formulaire en ligne pour la partie 1, qui n'existait qu'en anglais. Les FFC étaient encouragés, lorsque cela était possible, d'inviter leurs consultants en gestion d'investissements ou leurs conseillers financiers à remplir la partie 2 du questionnaire. Les questionnaires ont été envoyés directement par le responsable du projet CTIS, ou par le biais du Secrétariat du Réseau des Fonds Environnementaux d'Amérique Latine et des Caraïbes (RedLAC) et le Secrétariat du Consortium des Fonds Africains pour l'Environnement (CAFÉ). La Conservation Finance Alliance (CFA) a organisé deux webinars pour expliquer plus précisément le format du questionnaire et pour répondre aux questions. Les diapositives du webinar ont été mises à disposition sur le site de la CFA pour consultation ultérieure. Pendant la période désignée pour recevoir les réponses, des courriels de rappel étaient envoyés aux FFC pour les encourager à participer. Au total, des demandes de participation ont été envoyées à soixante-huit FFC.

CONFIDENTIALITÉ

Le projet CTIS s'engage à préserver dans le rapport la confidentialité des données envoyées par chacun des FFC participants. Les coordonnées de chacun des FFC participants sont incluses mais toute information financière est

rapportée de manière anonyme. Nous avons pris des mesures pour assurer que les données ne puissent pas être associées à des fonds spécifiques dans l'étude publiée. Suite à de nombreuses demandes, le projet CTIS a laissé cette année l'option aux participants d'accepter de partager volontairement des données brutes avec leurs pairs. Ceux qui ont opté pour cela auront accès aux données des autres FFC qui ont donné une permission similaire. Ces données seront accessibles dans un document protégé par un mot de passe. Les FFC qui ont refusé de participer au partage de données sont inclus dans cette étude; leurs données ne seront pas disponibles pour une évaluation par leurs pairs. Trente-et-un sondés sur trente-six ont choisi de partager leurs données; cinq ont refusé de le faire ou n'ont pas répondu à la question.

ANNÉE FISCALE

Sauf mention contraire, toutes les données et rapports sont basées sur l'année calendaire 2012 qui prend fin au 31 décembre. Toutes les données de performance (rentabilité) sont mentionnées nettes des frais et dépenses liés à la gestion des investissements. Tous les rendements sont mentionnés dans la devise dans laquelle le FFC mesure la performance du fonds.

VARIANTES STATISTIQUES

Les participants à l'enquête ont été encouragés à répondre à autant de questions que possible. Toutefois, tous les participants n'ont pas répondu à toutes les questions. Dès lors, les tableaux de données dans le présent rapport ne reflètent pas nécessairement la situation de tous les participants.

EXACTITUDE

Les données et conclusions de ce rapport dépendent d'informations qui ont été livrées par les membres des FFC eux-mêmes et, le cas échéant, par des consultants en gestion d'investissements ou par d'autres conseillers en investissement employés par les FFC et dûment autorisés à rendre compte des données financières au projet CTIS au nom des FFC participants. Les auteurs n'ont pas vérifié de manière indépendante l'exactitude des données soumises par les participants.

RENDEMENTS MOYENS

Suivant les procédures utilisées dans les études de NACUBO et Common Fund, les valeurs des rendements moyens dans ce rapport sont calculées sur la base de moyennes pondérées, ce qui signifie que chaque FFC participant a une influence égale sur le résultat du calcul de la moyenne, indépendamment de la taille des investissements. Ceci permet à chaque FFC de comparer individuellement ses rendements à ceux d'autres FFC participant à cette enquête. Les rendements organisationnels sont basés sur la moyenne pondérée des rendements de tous les fonds rapportés par une institution. La rentabilité des fonds reflète la rentabilité rapportée par le FFC pour un fonds spécifique. Les moyennes sur trois et cinq ans sont calculées en tant que rendements composés.



Contribution photographique de Fondo de Conservación de Bosques Tropicales de Paraguay



Contribution photographique de Fernanda Barbosa, Brazil



LES FFC PARTICIPANTS

Les Fonds Fiduciaires pour la Conservation participant à cette étude gèrent à la fois des fonds de dotation et des fonds d'amortissement. La plupart des FFC sont des fondations privées ou des trusts. Beaucoup ont un statut d'Organisation Non-Gouvernementale (ONG) ou ont été enregistrées en tant que Sociétés à Responsabilité Limitée à but non-lucratif, régies par les lois sur les organismes de bienfaisance et les trusts. Les FFC sont généralement établis dans le pays dans lequel ils opèrent et sont gérés par un conseil d'administration dont les membres sont issus des secteurs privé et public. Dans certains cas, les FFC ont été créés dans des pays tiers, par contraintes légales ou nécessité administrative. En particulier, ceci est souvent le cas pour les FFC régionaux qui soutiennent un travail de conservation dans plusieurs pays.

Les FFC varient entre des organisations spécialisées qui gèrent un fonds unique pour soutenir une aire protégée en particulier et des associations sans but lucratif qui gèrent de nombreux fonds pour atteindre divers objectifs de conservation.

Cette année, trente-six FFC ont participé à l'enquête CTIS. Trente-cinq ont répondu à la première partie du questionnaire (relative aux données organisationnelles et stratégiques) et trente et un ont fourni des informations sur les rendements financiers et les allocations de portefeuilles.

Au total, les FFC participants gèrent plus de 672 millions équivalents en US \$. Ils gèrent des fonds de dotation et d'amortissement d'un montant variant entre 1,03 et 120 millions équivalents en US \$. Huit ont des investissements totaux de plus de 20 millions équivalents en US\$, onze ont des investissements allant de 10 à 20 millions US\$ et douze ont des investissements de moins de 10 millions US\$ à la date du 31 décembre 2012. Les FFC d'Amérique Latine et



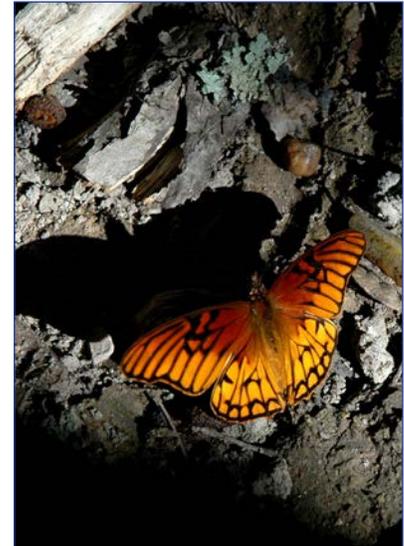
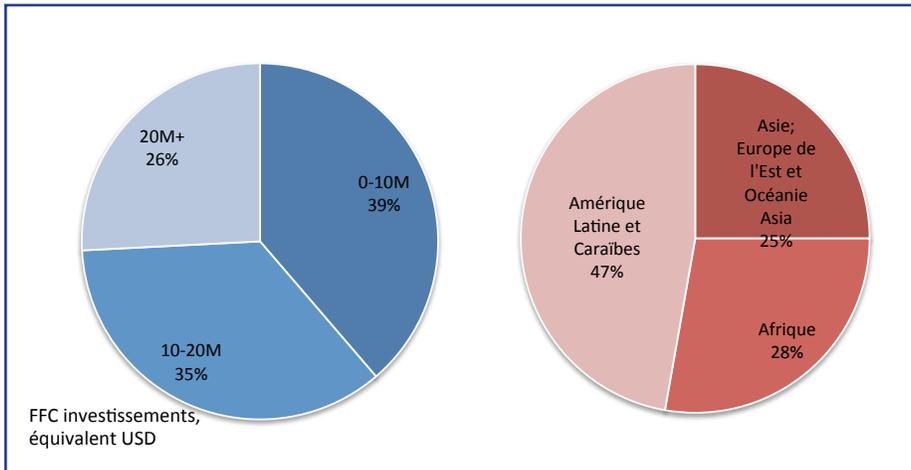
Contribution photographique de Fernanda Barbosa, Brazil



Contribution photographique de Ray Victorine, Wildlife Conservation Society

des Caraïbes constituent 49% des sondés, 25% était des FFC africains et 25% des FFC d'Europe de l'Est, d'Asie et d'Océanie (voyez graphique 2).

Graphique 2. Données démographiques des Participants



Contribution photographique de Lorenzo Rosenzweig Pasquel, Fondo Mexicano para la Conservación de la Naturaleza

FONDS DE DOTATION ET FONDS D'AMORTISSEMENT

Les FFC analysés dans ce rapport gèrent des fonds de dotation ou des fonds d'amortissement; certains gèrent les deux types de fonds.

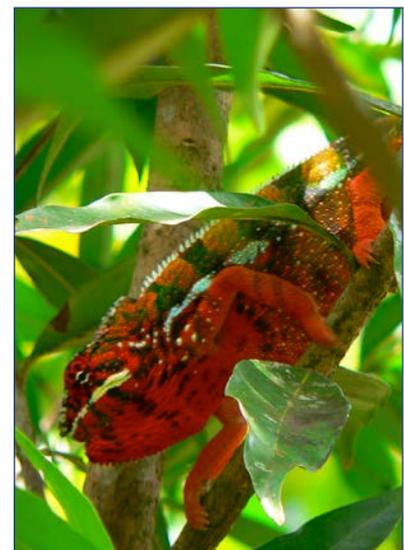
Dans le cadre de cette étude, un **fonds** est défini comme un *ensemble distinct de placements qui suivent une stratégie d'investissement commune*. Un FFC peut être responsable d'un ou plusieurs fonds.

Un **fonds de dotation** est un capital qui est établi soit à perpétuité soit pour préserver son capital à long terme. Les fonds gérant des dotations investissent leur capital à long terme et ne dépendent généralement que le revenu issu de leurs investissements pour financer des subventions et des activités.

Un **fonds d'amortissement** est un capital qui sera dépensé dans une durée de temps limité (10, 20 ou 30 ans). Les Fonds d'Amortissement dépendent le revenu issu des investissements, de même qu'une portion de leur capital sur un certain nombre d'années (typiquement 10 à 20 ans), jusqu'à ce que le capital ait été dépensé et qu'il devienne nul. Ce type de structure permet de financer de plus gros projets à moyen terme, ou d'octroyer une série de petites subventions.

Les deux types de fonds deviennent des sources de financement stables avec des avantages à long terme. Cependant, les fonds de dotation, en tant que sources de financement plus permanentes, peuvent créer des avantages supplémentaires. Parmi ces avantages : la capacité à soutenir des projets en cours sur une plus longue période, le renforcement de l'adhésion par la communauté, la création de systèmes de paiement qui offrent des éléments incitatifs à long terme pour parvenir à des résultats de conservation positifs, et la constitution de partenariats gouvernementaux et privés.

Dans certains cas, le FFC peut mettre en place un fonds d'amortissement en tandem avec un fonds de dotation, afin de procurer au FFC une source de



Contribution photographique de Ray Victorine, Wildlife Conservation Society

financement pour plusieurs années, tout en autorisant le fonds de dotation à réinvestir ses rendements afin de construire un capital de base plus large.

Vingt-et-un des FFC participants gèrent un fonds unique, et dix en gèrent deux ou plus. Au total, les trente-six FFC participants gèrent 47 fonds; dont 31 sont des fonds de dotation, 14 des fonds d’amortissement et deux sont une combinaison des deux ou un “autre” type.

RÉGION ET ÂGE DES FONDS PARTICIPANTS

Ce rapport a compilé des informations provenant de trente-six FFC en opération, ainsi que trois qui sont en création et/ou en marge de devenir opérationnels. . Seize des FFC sondés ont participé à cette étude chaque année depuis 2006, ce qui permet d’analyser des données d’investissements sur de nombreuses années. Chaque année, de nouveau FFC se joignent à l’étude (six cette année), nombre d’entre eux sont des FFC créés récemment et qui ont tout juste commencé à investir. Les FFC participants ont entre une et vingt-deux années d’opération, avec une moyenne d’âge de treize ans.

Afrique

Un total de onze FFC africains a répondu au questionnaire cette année. Il y a également trois autres FFC, encore en phase de formation, qui se sont engagés dans la procédure CTIS mais qui n’ont pas encore de données à communiquer. Le consortium des Fonds Africains pour l’Environnement (CAFÉ) a identifié un total de vingt-huit FFC et Fonds Environnementaux soit déjà opérationnels soit en phase de création en Afrique. De ceux-ci, dix-sept sont membres du réseau CAFÉ. En moyenne, les FFC africains participant à l’étude ont des investissements de 10 millions équivalents en US\$ et existent depuis dix ans.

Amérique Latine et Caraïbes

Dix-sept FFC d’Amérique Latine et des Caraïbes ont répondu au questionnaire cette année. Seize parmi ces FFC sont des membres du réseau RedLAC. Par ailleurs, un FFC qui n’a pas encore commencé à investir s’est engagé dans la procédure de l’enquête et participera lorsque des données seront disponibles. En moyenne, les FFC d’Amérique Latine et des Caraïbes participant à l’étude ont des investissements de 24,3 millions équivalents en US\$ et existent depuis 15 ans.

Asie; Europe de l’Est et Océanie Asia

Huit FFC en Asie, Europe de l’Est et Océanie ont participé aux CTIS cette année. En moyenne, les FFC d’Asie/Europe de l’Est/Océanie qui participent à l’étude ont des investissements de 17 millions équivalents en US\$ et existent depuis 11 ans.

DEVISES

Les FFC qui participent à l’étude investissent dans une série de devises, même si, pour la plupart, ils mesurent leur performance financière en dollars US, Euro ou en devises nationales. Cinquante-et-un pour cent des fonds

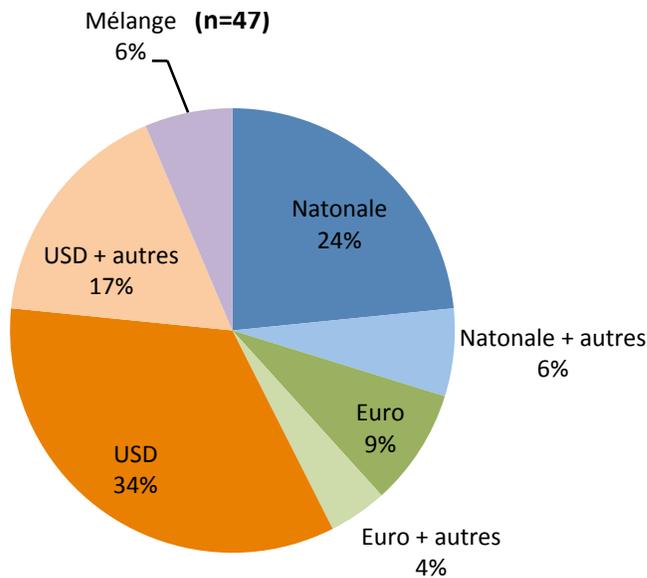


Contribution photographique de Shanti Persaud via the Environmental Foundation of Jamaica

gérés par les FFC sont dans des portefeuilles américains ou principalement américains mais il est important de noter que mêmes les fonds mesurant leur performance en dollars US sont fréquemment investis dans d'autres devises et marchés.

Treize pour cent des fonds sont en Euro ou ont principalement des portefeuilles en Euro et trente pour cent des fonds sont exclusivement ou principalement des portefeuilles nationaux. Six pour cent des fonds sont investis dans un mélange de devises, sans qu'il y en ait une qui domine.

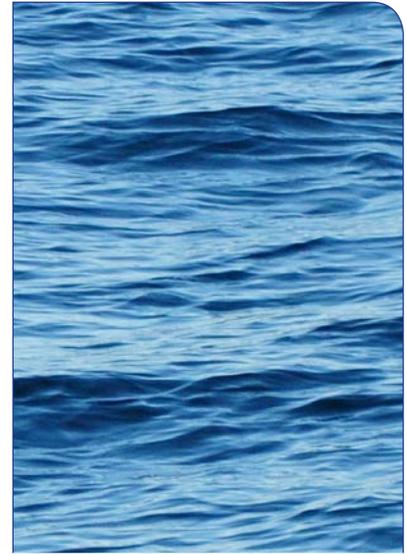
Graphique 3. Principale devise des Fonds



Contribution photographique de Juraj Ujhazy, Wildlife Conservation Society



RÉSULTAT ET ANALYSE



Contribution photographique de Lorenzo Rosenzweig Pasquel, Fondo Mexicano para la Conservación de la Naturaleza

TAUX DE RENDEMENT ORGANISATIONNELS GLOBAUX (NOMINAUX)

Les Fonds Fiduciaires pour la Conservation ayant fourni des informations relatives aux rendements de leurs investissements pour l'année calendaire 2011 font part de rendements organisationnels nominaux allant de 2,65% à 21,46% avec une moyenne de 8,94% et une médiane de 9,22% en 2012. Les rendements organisationnels de quinze FFC tombent dans l'étendue interquartile entre le 25ième percentile de 6,15% et le 75ième percentile de 10,88%. Le rendement maximal de 21,46% représente une observation aberrante significative et reflète les conditions économiques d'un pays dans lequel le FFC est établi et a investi. Dans l'ensemble, la taille de l'organisation ne semble pas avoir d'effet significatif sur les rendements, comme le démontre le Tableau 1.

Le groupe de 0-10M comprend le FFC qui a le rendement élevé aberrant qui peut biaiser les rendements moyens de ce groupe. En enlevant ce cas du groupe 0 -10 M pour lisser les données, nous obtenons un rendement organisationnel moyen de 9,54%. Une analyse de régression entre la taille des fonds et les rendements n'a pas établi de corrélation, ce qui suggère que les organisations plus grandes n'ont pas nécessairement des rendements plus élevés en soi.

Graphique 4. Rendements Organisationnels Nominaux

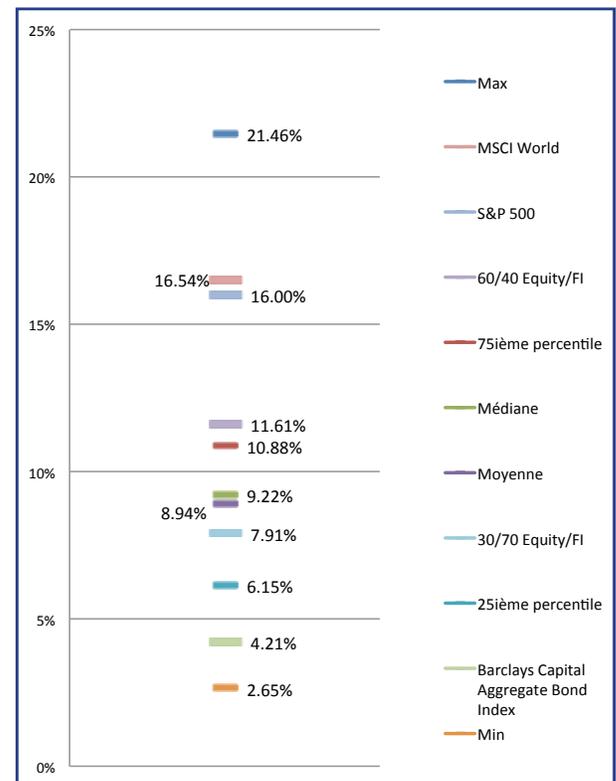


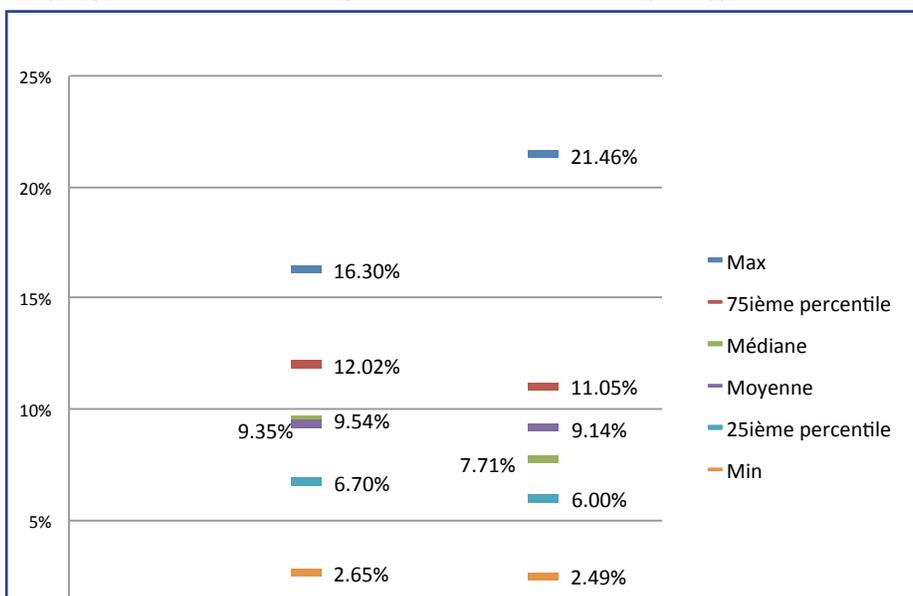
Tableau 1. Rendements Organisationnels Nominiaux, par Taille

Taille (équivalent USD) (n=31)	Rendements organisationnels moyens
0-10M	10,54%
10-20M	7,50%
20M+	8,52%
Global	8,94%

PERFORMANCE D'INVESTISSEMENT DES FONDS

Une comparaison entre les fonds de dotation et les fonds d'amortissement indique que ces derniers ont eu en 2012 des rendements nominiaux moyens inférieurs, avec une distribution de rendements plus étendue. Les rendements nominiaux pour les fonds de dotation varient de 2,65% à 16,3% avec une médiane de 9,54% et une moyenne de 9,35%. Les rendements nominiaux pour les fonds d'amortissement varient de 2,49% à 21,46% avec une médiane de 7,71% et une moyenne de 9,14%.

Graphique 5. Rendements Organisationnels Nominiaux, par Type



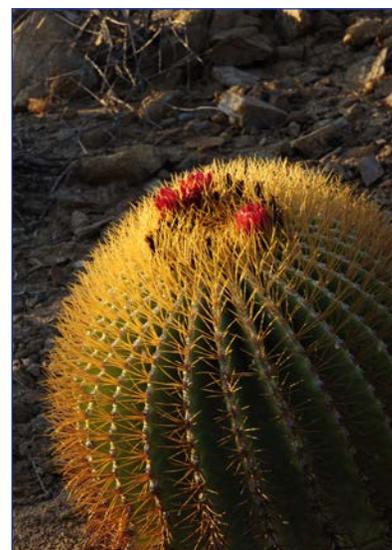
INDICES DE RÉFÉRENCE ET OBJECTIFS

Les FFC participants gèrent au total 47 fonds: 31 fonds de dotation, 14 fonds d'amortissement et deux "autres" (une combinaison des deux ou un type non spécifié). Un peu plus de la moitié (vingt-six) de ces fonds mesurent leur performance sur la base d'un taux de rendement cible. Le taux cible de rendement moyen nominal utilisé par les fonds qui mesurent leur performance est de 7%. Des vingt-et-un fonds qui ont transmis des données relatives à des taux de rendement cible, 81% ont atteint ou dépassé leur cible en 2012, et 19% n'ont pas atteint leur objectif.

Lorsque les conditions d'investissement ou les perspectives de dépenses changent, les FFC peuvent ajuster leurs rendements cibles vers le haut ou vers le bas d'une



Contribution photographique de Ray Victorine, Wildlife Conservation Society



Contribution photographique de Lorenzo Rosenzweig Pasquel, Fondo Mexicano para la Conservación de la Naturaleza

année à l'autre. Le tableau 2 montre les changements de taux de rendement cible rapportés.

Tableau 2. Changements des Rendements Cibles

	2011 à 2012 (n=23)	2012 à 2013 (attendus) (n=24)
% de FFC ayant augmenté leur rendement cible	26,1%	12,5%
% de FFC ayant diminué leur rendement cible	30,4%	16,7%
% de FFC ne citant aucun changement dans leur rendement cible	43,5%	70,8%

Approximativement 62% des fonds mesurent leur performance par rapport à des indices de référence ('benchmarks'), le plus souvent des indices boursiers. Les références sont généralement sélectionnées pour s'aligner sur un segment particulier du portefeuille. Par exemple, le S&P 500 peut être utilisé pour mesurer des performances d'actions américaines alors que l'indice Barclays Capital Aggregate Bond Index peut être utilisé pour mesurer la performance de la partie de revenus fixes du portefeuille. Pour les portefeuilles investis dans les marchés locaux, un indice boursier du pays en question est alors utilisé.

Les indices de référence les plus couramment utilisés (les rendements de 2012, si disponibles, sont entre parenthèses) :

- S&P 500 (16%)
- Indice Morgan Stanley Capital International (MSCI) World (16.54%)
- Indice Barclays Capital US Aggregate Bond (4.21%)
- Indice CITI World Global Bond (1.65%)
- Indice JPMorgan Global Bond
- Taux des Bons du trésor US (3 mois) ou du Fonds Fédéral (0.11%)
- Indice Russell 1000 Growth (15.26%)
- Indice Russell 1000 Value (17.51%)
- Indice DB Commodity (4.08%)
- Indice National Association of Real Estate Investment Trusts (NAREIT) (17.98%)

Durant l'année calendaire 2012, seul un FFC participant a fait part de rendements nominaux qui dépassaient les rendements des indices S&P 500 (16%) et MSCI World (16,54%). Vingt-sept FFC ont fait état de rendements nominaux qui dépassaient l'indice Barclays Capital Aggregate Bond (BCABI) (4,21%).

Six FFC ont rapporté des rendements nominaux qui dépassaient un portefeuille hypothétique composé de 60% d'actions (mesurées par l'indice MSCI World) et 40% de revenus fixes (mesurés par le BCABI). Les rendements de ces portefeuilles hypothétiquement "indexés" auraient été de 11,6%.

Trente-cinq pour cent des FFC utilisent à la fois un taux de rendement cible et un ou plusieurs indices de référence afin de mesurer leur performance.



Contribution photographique de Lorenzo Rosenzweig Pasquel, Fondo Mexicano para la Conservación de la Naturaleza

RENDEMENTS PAR RÉGION

En moyenne, les rendements organisationnels nominaux sont assez consistants à travers les trois régions géographiques. Les rendements organisationnels moyens pour l'Europe de l'Est/Asie/Océanie étaient de 10,69% mais cela incluait une observation aberrante significative. Lorsque ce cas est enlevé afin de lisser les données, cela produit un rendement moyen corrigé de 9,35% ce qui est plus proche des rendements moyens des autres régions. Les rendements moyens pour les FFC africains sont de 8,09% et pour les FFC d'Amérique Latine/Caraïbes de 8,3%.

Lorsque les fonds sont analysés séparément, les rendements des fonds de dotation sont assez consistants à travers les régions. Les fonds de dotation en Europe de l'Est/Asie/Océanie et d'Amérique Latine/Caraïbes ont des rendements moyens de 9,7% et 9,8% respectivement. Quant aux fonds de dotation africains, ils ont rapporté en moyenne 8,2%. Les rendements nominaux des fonds d'amortissement sont en moyenne de 12,8% en Europe de l'Est/Asie/Océanie et 8,0% pour les fonds d'Amérique Latine/Caraïbes.



Contribution photographique de Maria Jose Gonzalez, MAR Fund

Tableau 3. Rendements Nominaux Moyens des Fonds, par Type et par Région

Region	Dotation (rendements moyens)	Taille de l'échantillon	Fonds d'amortissement (rendements moyens)	Taille de l'échantillon
Afrique	8,2%	8		
Europe de l'Est/ Asie/Océanie	9,7%	6	12,8%	3
Amérique Latine/ Caraïbes	9,8%	17	8,0%	10
Global	9,3%	31	9,1%	13

IMPACT DE L'INFLATION/ RENDEMENTS RÉELS

Analyse de l'inflation

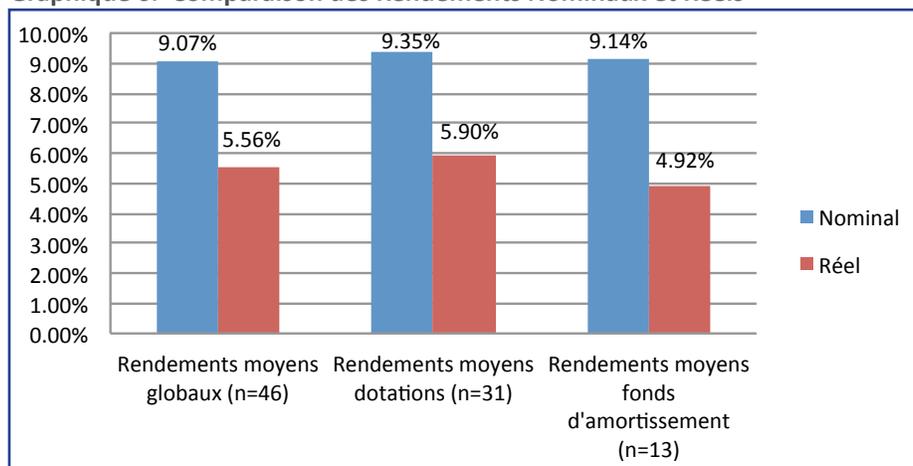
Tous les FFC, et particulièrement ceux qui gèrent des fonds de dotation, doivent prendre en compte les risques liés à l'inflation et aux taux de change des devises lorsqu'ils prennent des décisions financières. L'inflation, c'est à dire l'augmentation des prix pour des biens et des services achetés, peut avoir un impact important sur le pouvoir d'achat des FFC dans le pays dans lequel ils opèrent. Pour les FFC qui investissent sur les marchés locaux, leurs rendements doivent dépasser le taux d'inflation afin que ces rendements deviennent des revenus réels. Les FFC qui décident d'investir sur les marchés off-shore peuvent y trouver plus de possibilités d'investissements et un environnement moins sujet à l'inflation. Néanmoins, ces FFC doivent alors surveiller les taux de change afin de s'assurer que leurs rendements soient préservés lorsqu'ils sont convertis dans la devise locale pour être dépensés.

Dans le cadre de cette analyse et dans le but de simplifier un sujet complexe, nous considérerons que le taux d'inflation pour chaque fonds est le taux d'inflation qui prévaut dans le pays où la performance du fonds est mesurée. Dès lors, les rendements des fonds nationaux seront comparés à l'inflation nationale et les fonds investis sur les marchés américains ou européens seront comparés à

l'inflation américaine ou européenne. Cette approche exclut de manière délibérée l'impact du taux de change pour les investissements sur les marchés étrangers. Si le facteur monétaire devait être inclus dans cette analyse, cela nécessiterait trop de suppositions quant à la date des échanges de devises et aux décisions de transformer les avoirs en liquidités, et à la capacité de chaque FFC de se couvrir contre le risque de change.

Les taux d'inflation pour les FFC sondés variaient entre 0,62% et 34,58% avec une moyenne de 3,46% et une médiane de 1,85%. Le taux de rendement nominal corrigé du taux d'inflation devient alors le taux de rendement réel (voir le glossaire pour la formule). Quatre des quarante-sept fonds ont obtenus des rendements réels négatifs. Ces fonds avaient entièrement ou principalement investis sur les marchés nationaux avec une proportion significative détenue dans des obligations à revenus fixes et/ou liquidités. En moyenne, la prise en compte du taux d'inflation a diminué les rendements moyens de tous les FFC participants de 3,5%.

Graphique 6. Comparaison des Rendements Nominaux et Réels



Contribution photographique de Lorenzo Rosenzweig Pasquel, Fondo Mexicano para la Conservación de la Naturaleza

Localisation des investissements

Une comparaison des fonds basée sur la localisation principale des portefeuilles indique que si les rendements nominaux des investissements domestiques tendent à être plus élevés en moyenne que ceux des portefeuilles américains ou européens, ces investissements sont aussi particulièrement touchés par l'inflation locale. Sur la base de ces moyennes, les rendements les plus élevés viennent principalement des portefeuilles domestiques avec un mélange d'autres devises (dans le cas des trois fonds de cette catégorie, la devise "autre" était des dollars US) et de portefeuilles principalement en dollars US.

Tableau 4. Rendements Nominaux Moyens contre Rendements Réels, par Devise

	Rendements nominaux moyens	Rendements réels moyens
Nationaux (n=11)	10,70%	2,67%
Nationaux, avec autres (n=3)	11,74%	8,64%
Euro (n=3)	6,49%	4,00%
Euro avec autres (n=2)	4,84%	2,35%
Mélange (n=3)	7,84%	5,72%
US (n=16)	9,02%	7,17%
US avec autres (n=8)	8,40%	6,56%

RENDEMENTS SUR PLUSIEURS ANNÉES

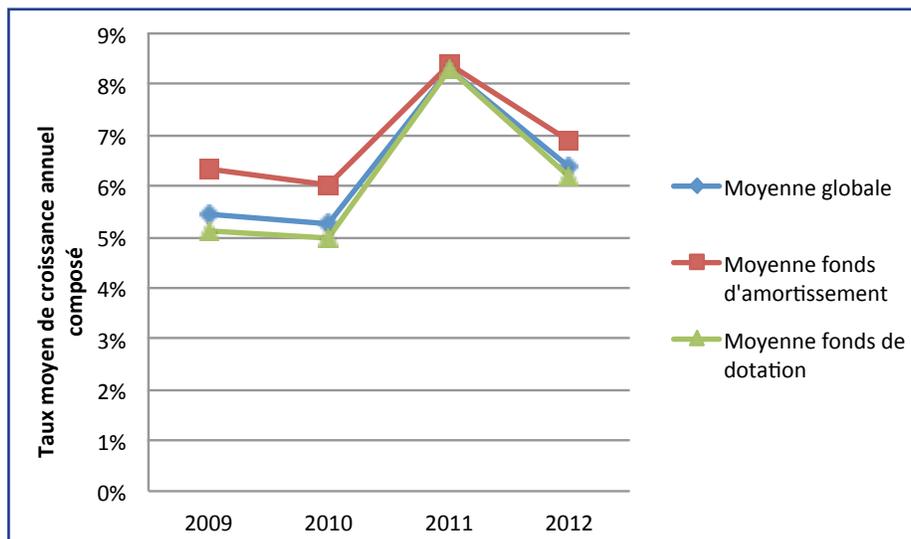
Les rendements nominaux moyens sur trois et cinq ans pour les FFC participants sont assez stables. Des données sur plusieurs années sont disponibles pour vingt-deux fonds (seize fonds de dotation, six fonds d'amortissement) couvrant vingt FFC. A fin 2012, le rendement nominal moyen sur trois ans pour tous les fonds est de 6,8% et le rendement nominal moyen sur cinq ans est de 5,2%. Les moyennes sur trois et cinq ans sont calculées sur base des taux de croissance annuels. Ce calcul permet de lisser efficacement les fluctuations annuelles et souligne les rendements réels depuis le début de l'année 2010 jusqu'à la fin de l'année 2012 (pour les trois ans) et du début de l'année 2008 jusqu'à la fin de l'année 2012 (pour les cinq ans).

Tableau 5. Rendements Nominaux Moyens des Fonds, sur Trois et Cinq Ans, jusqu'en 2012

	Rendements moyens sur trois ans	Rendements moyens sur cinq ans
Moyenne globale (n=22)	6,38%	5,20%
Moyenne fonds d'amortissement (n=6)	6,89%	6,07%
Moyenne fonds de dotation (n=16)	6,18%	4,87%

Avec l'avantage de pouvoir disposer, dans la plupart des cas, de données qui remontent à 2007, nous avons une idée de comment les rendements ont pu évoluer dans le temps. Le graphique 7 illustre les changements pour les rendements moyens sur trois ans, pour quatre périodes de trois ans qui prennent fin en 2009, 2010, 2011 et 2012.

Graphique 7. Changements des Rendements Moyens sur Trois Ans, au fil du temps



Contribution photographique de Bruce Beehler via the Tree Kangaroo Conservation Program, Papua New Guinea

Pour la période de trois ans qui prend fin en 2009, les rendements nominaux moyens incluent un nombre élevé de pertes en 2008, suivis de rendements généralement forts en 2009 pour produire une moyenne (globale) de rendements sur trois ans de 5,46%. Les rendements de 2010 sont comparables à ceux de 2007 dès lors la période de trois ans qui prend fin en 2010 est logiquement comparable à la période de trois ans précédente, en ce qu'elle inclut les pertes de 2008 avec des rendements élevés en 2009. Ainsi, les rendements nominaux moyens globaux

pour la période de trois ans qui se termine en 2010 sont de 5,25%. Pour la période de trois ans qui prend fin en 2011, les pertes de 2008 ne sont plus incluses et même si les rendements nominaux moyens de 2011 étaient assez modestes, la moyenne sur trois ans s'est élevée à 8,31%. A partir de 2012, la volatilité de 2008 et 2009 ne fait plus partie de la moyenne sur trois ans, et les rendements sur trois ans sont de 6,38%. Durant ces périodes, les fonds d'amortissement avaient tendance à dépasser les moyennes globales tandis que les fonds de dotation étaient légèrement en-dessous. En général, les données semblent indiquer qu'avec le temps, les rendements approchent le taux nominal de 7% que beaucoup de fonds ciblent.

Tableau 6. Rendements Nominatifs Moyens sur Trois Ans, au fil du temps

Rendements moyens sur trois ans pour la période prenant fin en	2009	2010	2011	2012
Moyenne globale	5,46%	5,25%	8,31%	6,38%
Moyenne fonds d'amortissement	6,35%	6,02%	8,37%	6,89%
Moyenne fonds de dotation	5,13%	4,96%	8,29%	6,18%

Remarque: des 22 fonds avec des données sur plusieurs années, 18 ont des données commençant en 2007, 2 commençant en 2008 et 2 commençant en 2009)





GESTION D'INVESTISSEMENT



Contribution photographique de Ray Victorine, Wildlife Conservation Society

STRATÉGIES D'INVESTISSEMENT

La vaste majorité (94%) des FFC sondés ont précisé avoir un document de politique d'investissement pour les guider lorsqu'ils déterminent et implémentent leur stratégie d'investissement. Les Fonds Fiduciaires de Conservation doivent trouver un équilibre entre de nombreux facteurs lorsqu'ils prennent des décisions sur leur stratégie d'investissement. Une politique d'investissement doit généralement prendre en compte de nombreux facteurs, tels que:

- Dépenses de fonctionnement annuelles et besoins de financement des projets (p.e. besoins en trésorerie)
- Objectifs d'augmentation du capital à long terme
- Diverses exigences ou restrictions des bailleurs
- Conditions économiques ou potentiel d'investissement dans les marchés locaux
- Taille du fonds et capacité d'accéder à des conseillers en investissement
- Accès à des opportunités internationales d'investissement et/ou contraintes légales pour les investissements off-shore
- Taux d'inflation et capacité à maintenir la valeur réelle des fonds de dotation dans le temps.

A la question de classer les objectifs d'investissement, la plupart des FFC participants (76%) ont indiqué "maintenir la valeur réelle du capital en fonds de dotation" comme première ou seconde priorité d'investissement. D'autres priorités d'investissement incluent le maintien de la valeur nominale du capital en fonds de dotation, l'augmentation des revenus des intérêts et dividendes, et l'augmentation du capital.

En plus, 80% des FFC participants indiquent qu'ils ont un comité spécifique



Contribution photographique de Juraj Ujhazy, Wildlife Conservation Society

d'investissement ou de finance qui se consacre à la politique d'investissement et à la supervision des placements.

ALLOCATION D'ACTIFS

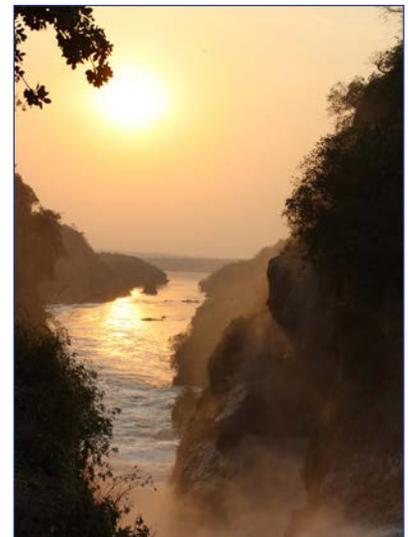
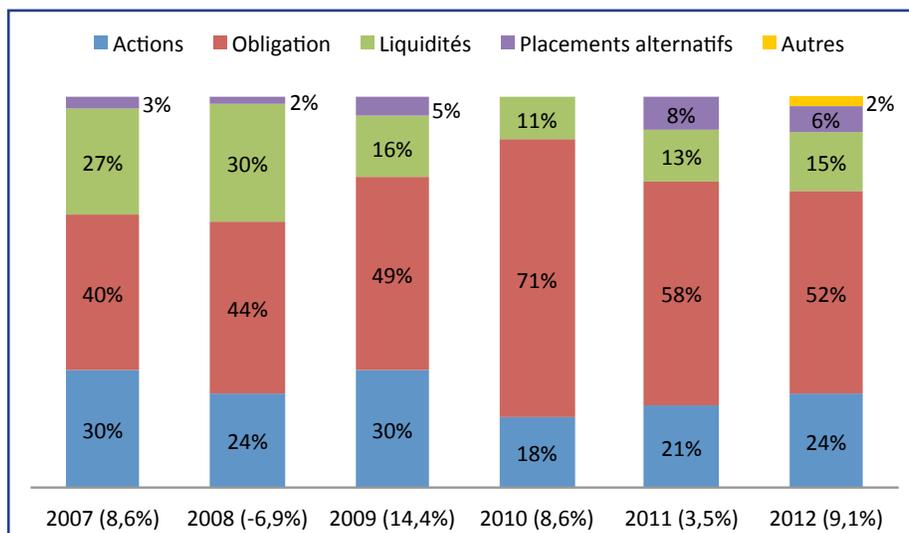
Généralement, les FFC participants à l'étude 2012 ont eu tendance à se concentrer massivement sur les instruments financiers à revenus fixes. Les fonds de dotation ont davantage investi dans un portefeuille plus équilibré, alors que les fonds d'amortissement ont eu tendance à se concentrer sur les revenus fixes. Les fonds de dotation ont aussi eu tendance à détenir des liquidités plus élevée que prévu, eu égard au taux de rendement attendu pour les liquidités lequel était plus faible que pour les autres types d'actifs. Il n'est pas clair si ce positionnement provient d'un souci de rééquilibrer le portefeuille, d'un besoin de liquidités, d'une réaction à l'incertitude des marchés ou bien sert un autre objectif d'investissement.

Tableau 7. Allocation Moyenne d'Actifs par les Fonds

Type d'actifs	Moyenne globale (n=44)	Moyenne fonds de dotation (n=31)	Moyenne fonds d'amortissement (n=12)
Actions	24,05%	31,2%	7,6%
Alternatives	6,43%	4,7%	3,2%
Liquidités	15,45%	19,4%	6,5%
Revenue fixe	51,88%	41,7%	82,6%
Autre	2,3%	3,3%	0%

Avec le temps, les allocations d'actifs par les FFC ont fluctué de 40 à 71% en obligations et 18 à 30% en actions, avec près de 30% du portefeuille en liquidités. Le graphique 8 montre l'allocation moyenne d'actifs des fonds de 2007 à 2012; les rendements nominaux moyens des fonds pour chaque année sont notés entre parenthèses après l'année.

Graphique 8. Allocation Moyenne d'Actifs au Fil du Temps



Contribution photographique de Juraj Ujhazy, Wildlife Conservation Society

SERVICES D'INVESTISSEMENT

Types de prestataires

Les FFC diffèrent grandement dans leur utilisation de services professionnels d'investissement. Typiquement, les prestataires de services externes peuvent inclure des consultants en gestion d'investissements, des conseillers financiers et/ou des gestionnaires d'actifs. Les consultants en gestion d'investissements (également dit « consultants financiers») offrent toute une série de services de consultance qui se concentrent sur la théorie du portefeuille, la stratégie d'investissement ou la mesure de performance. Ces consultants peuvent également épauler un comité d'investissement ou un directeur exécutif en sélectionnant ou licenciant les gestionnaires d'actifs. Les conseillers financiers sont souvent des courtiers agréés qui travaillent pour une société d'investissement. D'un autre côté, les gestionnaires d'actifs ou de placements sont des spécialistes en gestion de portefeuilles, souvent spécialisés dans un type d'actif spécifique.

Un tiers des FFC participants a déclaré ne pas avoir fait appel aux services d'un conseiller externe. Ces FFC se sont appuyés sur leurs comités d'investissement ou leurs administrateurs spécialisés en finance dans leurs décisions de placements et de gestion des fonds.

Parmi ceux qui ont fait appel à des conseillers professionnels, la plupart ont demandé conseil à des gestionnaires d'actifs qui travaillaient parfois (mais pas toujours) avec d'autres prestataires de services.



Contribution photographique de Ray Victorine, Wildlife Conservation Society

Tableau 8. Utilisation des Prestataires de Services d'Investissement

Type de prestataires de service	Nombre de FFC qui utilisent
Consultant en gestion d'investissements ou consultant financier (IMC) uniquement	4
Conseiller financier uniquement	3
Gestionnaire d'actifs uniquement	11
IMC et conseiller financier	1
IMC et gestionnaire d'actifs	3
Conseiller financier et gestionnaire d'actifs	1
IMC, conseiller financier et gestionnaire d'actifs	1

Honoraires et frais

Pour les FFC faisant appel à des conseillers professionnels, typiquement, les frais s'élèvent en moyenne à 0,2% des fonds investis localement, 0,49% pour les conseillers européens et 0,74% pour les conseillers américains. Plus particulièrement, les conseillers américains et européens étaient le plus souvent des consultants en gestion d'investissements ou des conseillers financiers pour lesquels on peut s'attendre à des frais plus élevés. Il est aussi important de noter que les FFC qui investissent localement ont tendance à investir principalement dans des instruments nationaux à revenu fixe et ainsi à ne pas rapporter de frais liés à la gestion du portefeuille.

Rapportage

Parmi les FFC qui utilisent des conseillers professionnels externes, pour la plupart, le rapportage se fait de façon régulière sous forme de courriels, de conférences téléphoniques et de réunions. Ainsi la moitié des FFC rapporte avoir reçu des courriels, un tiers rapporte avoir eu des conférences téléphoniques; et 60% souligne avoir eu des réunions en personne ainsi que des rapports réguliers et, dans beaucoup de cas, l'accès en ligne aux informations sur les comptes. Une majorité des FFC a reçu des rapports mensuels ou trimestriels sur la performance de leurs portefeuilles. Ils ont aussi indiqué avoir reçu périodiquement de leurs conseillers professionnels une analyse de marché (typiquement mensuellement ou trimestriellement, parfois semestriellement) et avoir reçu des articles sur des sujets liés aux placements chaque mois, trimestre ou année.

TAUX DE DÉPENSES

Dans le cadre d'une stratégie globale d'investissement et afin de permettre à l'organisation de prévoir les dépenses et les budgets pour les projets, la plupart des Fonds Fiduciaires pour la Conservation définissent une politique de dépenses ou «règle de dépenses» qui vise à définir un flux prévisible de revenus à générer sur le long terme.

Plutôt que d'ajuster le budget annuel aux fluctuations du marché, beaucoup de FFC déterminent un taux de dépenses spécifique à partir des rendements des investissements des fonds.

Dans le cadre de la définition de la politique ou règle de dépenses, les FFC doivent tenir compte du besoin annuel de décaissement (le budget de fonctionnement par exemple) ainsi que les attentes pour le maintien ou la croissance du capital de base du fonds par rapport à l'inflation. Alors que certains FFC revisitent la règle de dépenses chaque année, beaucoup considèrent une moyenne sur trois ou cinq ans afin de lisser les variations dans les rendements de placement. Des exemples de règles de dépenses telles que rapportées par les FFC participants incluent:

- 0%
- 100% des rendements après inflation
- 5% d'une moyenne mobile sur trois ans
- 5 à 6%
- Tous les gains en capital ajoutés aux réserves; jusqu'à un tiers des intérêts annuels peuvent être ajoutés aux réserves, les revenus des intérêts restants doivent être dépensés pas plus tard que dans l'année qui suit l'année où ils ont été gagnés.
- Revenus d'investissements en revenus fixes

Parmi ceux qui rapportent un horizon de temps pour les dépenses, cinq FFC utilisent un horizon de cinq ans, sept utilisent un horizon temps de trois ans et huit disent utiliser un horizon d'un an.



Contribution photographique de Fernanda Barbosa, Brazil



Contribution photographique de Ray Victorine, Wildlife Conservation Society

MOBILISATION DES RESSOURCES

De manière anecdotique, un certain nombre de FFC rapportent que leurs fonds sont sous-capitalisés. Les causes de cette sous-capitalisation peuvent être multiples: le capital de base d'origine était trop limité par rapport aux besoins attendus ou était perçu comme une première injection avec l'idée que des fonds supplémentaires allaient parvenir; la demande pour un soutien à la conservation a dépassé les estimations initiales ; les rendements des dotations n'ont pas pu se maintenir face à l'inflation; ou les FFC ont souffert d'une baisse d'actifs à cause de rendements négatifs. Alors que la rentabilité des investissements est l'une des manières d'augmenter le capital de base, beaucoup de FFC cherchent à réunir des fonds supplémentaires afin d'augmenter les rendements des investissements ou le capital de base. Ainsi, des partenariats public-privé réussis et des capacités établies de gestion financière ont permis aux FFC de devenir des institutions leur permettant de soutenir un large éventail de besoins de conservation dans les pays dans lesquels ils se trouvent et d'attirer des contributions supplémentaires.

74% des FFC participants ont fait état de revenus s'ajoutant aux revenus ou rendements d'investissement en 2012. Les sources additionnelles de revenus les plus souvent citées sont les bailleurs nationaux, les ONG internationales, les organisations multilatérales et le secteur privé. A ce stade-ci, il n'y a pas assez d'information pour déterminer si ces revenus sont utilisés pour augmenter le capital de base ou pour soutenir des programmes et des projets sur une planification annuelle. Les prochains questionnaires CTIS tenteront d'analyser ce point plus en détails.

RESTRICTIONS DES DONATEURS ET AUTRES CONTRAINTES

Il n'est pas rare que les donateurs, le Conseil d'administration ou le comité d'investissement établissent des contraintes ou interdictions de placements dans la politique d'investissement. Ces contraintes reflètent souvent des inquiétudes liées aux risques d'investissement, et ont pour but d'empêcher les FFC de prendre des risques excessifs dans leurs placements. Dans d'autres cas, les FFC peuvent choisir d'exclure certains types d'investissements ou d'industries parce qu'ils ne satisfont pas à des critères sociaux ou environnementaux.

Près de la moitié des FFC ne font pas état de contraintes imposées par les donateurs. Parmi ceux qui font état de telles contraintes, les exemples suivants sont donnés:

- investissement off-shore interdit
- allocation d'actifs spécifique, tel que définie dans la politique d'investissement
- uniquement des investissements dans des arrangements groupés qui bénéficient d'économies d'échelle
- limites maximales en termes de localisation géographique et de devises
- Obligation d'investir dans des actifs américains
- Interdiction d'investir dans des marchés/industries qui mettent



Contribution photographique de Lorenzo Rosenzweig Pasquel, Fondo Mexicano para la Conservación de la Naturaleza



Contribution photographique de Fondo de Conservación de Bosques Tropicales de Paraguay

l'environnement en danger, autres critères de placements éthiques.

- Des limitations de risques qui stipulent que seuls des investissements à bas risques sont acceptables et une liste d'institutions financières approuvées.
- Obligation d'engager des professionnels d'investissement

Certaines contraintes imposées par des bailleurs sont applicables durant la phase initiale de création du fonds, mais expirent lorsque le FFC dépasse la période initiale de supervision par les donateurs.

En sus des contraintes imposées par les donateurs, plus de la moitié des FFC ont indiqué que leur politique d'investissement interdit certains types d'investissement. Voici quelques exemples de ces investissements interdits:

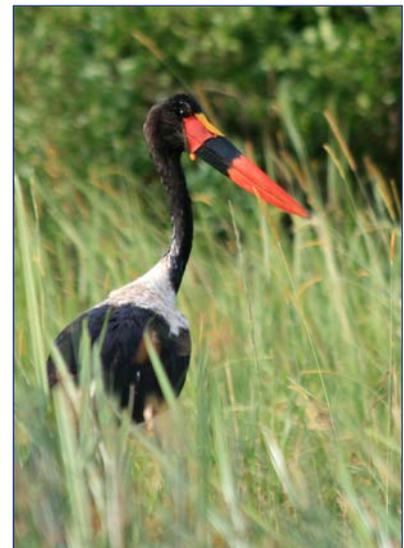
- armes, tabac, alcool, jeux de hasard et énergie nucléaire
- industries ou placements qui détériorent l'environnement
- prise de position directe de contrats à terme sur les matières premières
- placements privés
- stock options / options d'achat d'actions
- Sociétés en commandite non enregistrées non cotées
- Investissement en capital-risque
- fonds spéculatifs ('hedge funds') et fonds de fonds spéculatifs
- Instruments financiers dérivés
- investissement par emprunt ou ventes à découvert
- investissements privés
- investissements non liquides
- titres dont l'émetteur est en dépôt de bilan
- utilisation de produits financiers dérivés dans un but spéculatif
- métaux précieux
- le leasing d'équipement
- fonds mutuels avec une philosophie d'investissement de timing de marché et de lecture de cours de bourse
- les marchés émergents

De plus, certaines politiques d'investissement spécifient

- une notation minimale des titres obligataires et des limites d'échéance
- les devises autorisées et/ou nombre de devises



Contribution photographique de Fondo de Las Americas (Fondam), Peru



Contribution photographique de Juraj Ujhazy, Wildlife Conservation Society



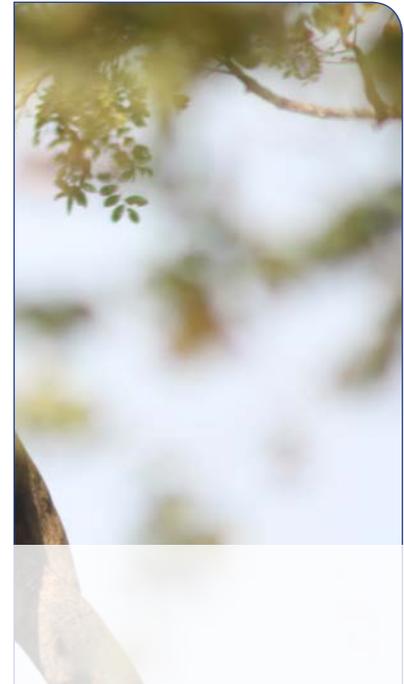
CONCLUSION

Les Fonds fiduciaires de Conservation ont démontré, individuellement comme dans leur ensemble, une performance d'investissement relativement élevée. Les rendements nominaux moyens de 8,94% en 2012 et les moyennes à long terme de 6,38% (trois ans) et 5,2% (cinq ans) à fin 2012 suggèrent que les FFC ont réussi à obtenir des rendements sur leurs investissements leur permettant de financer la poursuite de leurs objectifs de protection de la biodiversité et de la conservation.

Ces dernières années, et en fait dans toute l'histoire du projet CTIS, nous avons vu des portefeuilles qui ont tendance à être fortement investis dans les produits financiers à revenus fixe. S'il est certain qu'il y a eu des périodes dans le temps où ce type d'investissement était parfaitement raisonnable, beaucoup de professionnels d'investissement annoncent que la performance des obligations déclinera probablement dans les prochaines années, anticipant que les taux d'intérêt vont remonter. En effet, dans l'introduction du dernier rapport CTIS de 2011, Gregory Alexander d'Acacia Partners indiquait que "de larges prises de position en obligations représentent un risque majeur pour les fonds" car il est peu probable que les obligations atteignent les objectifs d'investissement. Cette prévision s'est avérée être juste – les rendements des obligations en 2012 tels que mesurés par Barclays Capital Aggregate Bond Index ont baissé de 50% depuis 2011. Les tendances en 2013 montrent un affaiblissement continu du marché des obligations.

Or, depuis 2011, nous n'avons vu qu'une très légère réaffectation des actifs, . L'ensemble des obligations et liquidités est passé de 70% à 67% de la moyenne des allocations, la part des actions n'augmentant que de 21 à 24%

Parce que le risque (une mesure de la volatilité d'un portefeuille) et les rendements sont liés en théorie de l'investissement, nous pouvons supposer que les FFC qui optent pour le maintien de portefeuilles moins risqués et ainsi plus



Contribution photographique de Juraj Ujhazy, Wildlife Conservation Society



Contribution photographique de Lorenzo Rosenzweig Pasquel, Fondo Mexicano para la Conservación de la Naturaleza

lourds en liquidités et revenus fixes font des ajustements proportionnels dans les rendements d'investissement prévus. En effet, nous avons vu que plus ou moins 30% des FFC qui utilisent des rendements cibles pour mesurer leur performance ont diminué ces cibles de 2011 à 2012 alors que 70% des FFC ont augmenté ou n'ont pas modifié leurs rendements attendus.

Comme les rendements de 2011 étaient particulièrement bas, ces chiffres peuvent refléter un optimisme d'investissement général pour 2012 plutôt qu'une inquiétude pour le ratio rendement/risque d'un portefeuille dominé par des revenus fixes ou des liquidités.

Alors que nous nous préparons pour 2013, nous remarquons que plus de 83% des FFC soit ont augmenté ou bien n'ont pas modifié leurs rendements attendus par rapport à 2012. Nous attendons de voir les rendements ainsi que les allocations d'actifs des portefeuilles en 2013, eu égard aux changements anticipés dans les rendements d'obligations qui ont dans le passé alimenté les rendements positifs des FFC, mais qui dans le futur pourraient faire baisser les rendements des FFC.

Comme toujours, la pertinence des informations et de l'analyse CTIS dépend de la forte participation des Fonds fiduciaires de Conservation. Une analyse régionale par exemple a été régulièrement demandée au fil des années mais n'a été possible que cette année grâce à un solide échantillon. Tel que déclaré dans les éditions CTIS précédentes, l'objectif est d'augmenter la participation et d'inclure les données d'autant de FFC que possible. La raison la plus communément citée pour justifier la non-participation est le manque de temps dont souffre le personnel des FFC. Nous allons continuer à explorer les options pour simplifier et faciliter la collaboration au processus afin de garantir une participation maximale.

Dès 2014, le projet CTIS commencera à proposer un contenu éducatif élargi via le site internet de la Conservation Finance Alliance. Dans un souci d'aller de l'avant, le site de la CFA regroupera un pôle de ressources avec un contenu axé sur la gestion et l'analyse des placements - sous la forme d'articles exclusifs, de webinars et de liens vers des ressources externes. Les articles se concentreront sur des analyses plus profondes de thèmes particuliers ainsi qu'une exploration de sujets qui intéressent l'audience CTIS. Nous espérons que ces informations aideront les FFC à mieux collaborer avec leurs gestionnaires d'actifs et d'autres professionnels afin d'augmenter leurs retours sur investissement et de générer les revenus nécessaires pour atteindre les objectifs de conservation.

GLOSSAIRE DES TERMES

Gestionnaire d'actifs - Spécialiste dans la gestion d'un portefeuille ou d'un investissement dans une certaine classe d'actifs dans le cadre d'un mandat spécifique (p.ex: des obligations d'entreprise de qualité moyenne; des actions à grande capitalisation). Les gestionnaires de fonds commun de placement, des gestionnaires de portefeuille ou des gestionnaires de fonds de placements spéculatifs sont tous des types de gestionnaires d'actifs.

Fonds fiduciaire pour la Conservation (FFC) – les FFC sont des institutions privées, légalement indépendantes qui apportent, sous forme d'octroi de subventions, un



Contribution photographique de Ryan Hawk via the Tree Kangaroo Conservation Program, Papua NewGuinea



Contribution photographique de Lorenzo Rosenzweig Pasquel, Fondo Mexicano para la Conservación de la Naturaleza

financement durable pour la conservation de la biodiversité. Ils financent souvent une partie des coûts de gestion sur le long terme d'un système d'aires protégées (AP) d'un pays ainsi que des initiatives de conservation et de développement durable en dehors des AP. Les FFC lèvent et investissent des fonds pour accorder des subventions à des organisations non-gouvernementales (ONG), des organisations de la société civile (OSC) et des agences gouvernementales (telles que les agences nationales des parcs nationaux). Les FFC sont des organismes de financement plutôt que des agences d'exécution. Un FFC peut contenir un ou plusieurs fonds.

Conseiller financier – est un agent commercial ou courtier agréé travaillant pour société de placements.

Fonds un groupement de placements distincts qui partagent une stratégie d'investissement commune; un fonds peut avoir un organe de gouvernance qui peut être séparé mais travaille de concert avec l'organe de gouvernance du FFC. Un FFC peut être responsable d'un ou plusieurs fonds.

Fonds de dotation: un ensemble de sommes d'argent qui a pour but d'exister à perpétuité ou de préserver son capital de base sur le long terme. La dotation investit son capital à long-terme (perpétuité) et ne dépense normalement que les retours sur investissements pour financer les subventions et activités.

Fonds d'amortissement: un ensemble de sommes d'argent qui dépensera son capital de base dans le cours d'une période de temps désignée (p.ex: dix, vingt ou trente ans). Le capital ainsi que les rendements seront déboursés sur une période relativement longue (typiquement dix à vingt ans) jusqu'à ce qu'ils soient complètement dépensés et qu'ils deviennent nuls.

Consultant en gestion d'investissements ou consultant financier est un conseiller spécialisé en théorie du portefeuille, allocation d'actifs, recherche et sélection de gestionnaire, mesure de performance et de la politique d'investissement. Les consultants en gestion d'investissements procurent expertise et conseils sur la prise de décision en placements, ils ont fait des études spécialisées dans ce domaine et ont fréquemment obtenu le statut de Certified Investment Management Analyst (CIMA), une certification professionnelle¹

Rendement nominal Le rendement constaté, il s'agit généralement du changement en pourcentage de la valeur du portefeuille ou de l'actif sur une durée de temps spécifique. Pour les besoins du CTIS, les rendements nominaux constatés sont net de frais.

Rendement réel Rendement nominal ajusté pour l'inflation. Les rendements réels sont calculés grâce à la formule suivante: $(1 + \% \text{ rendement nominal}) \div (1 + \% \text{ inflation, moins } 1)$.



Contribution photographique de Lorenzo Rosenzweig Pasquel, Fondo Mexicano para la Conservación de la Naturaleza

¹En France, « l'exercice de chacun de ces services est soumis au respect de règles de bonne conduite et d'organisation ; après avis de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), l'agrément est délivré par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) qui tient à jour la liste des prestataires agréés » (ref. <http://www.amf-france.org/>). Le conseiller en gestion d'investissements est, dans l'obligation de respecter des règles de bonne conduite, de souscrire à une assurance professionnelle, d'adhérer à une association professionnelle agréée par l'AMF et d'être inscrit sur la liste tenue par l'association.

LISTE DES FFC PARTICIPANTS

Afrique

Pays	Nom	Nom contact	Email	Site Internet
Botswana	Forest Conservation Botswana	Gagoitsewe Moremedi		www.forestconservation.co.bw
Côte d'Ivoire	Fondation pour les Parcs et Réserves de Côte d'Ivoire	Fanny N'golo	fannyngolo@yahoo.fr	www.fondationparc.ci
Cameroun, Rép. D'Afrique Centrale, Congo	Tri-National Sangha Foundation	Timothee Fomete	fondationtns@yahoo.com	
Madagascar	Fondation pour les Aires Protégées et la Biodiversité de Madagascar (FAPBM)	Ralava Beboarimisa	mail@fondation-biodiversite.mg	www.madagascarbiodiversityfund.org
Madagascar	Fondation Tany Meva	Fensoa Andriamahenina	contact@tanymeva.org.mg	www.tanymeva.org.mg
Malawi	Malawi Environmental Endowment Trust (MEET)	Karen Price	meet@naturetrust.mw	www.meet.org.mw
Malawi	Mulanje Mountain Conservation Trust (MMCT)	Carl Bruessow	carl@mountmulanje.org.mw	www.mountmulanje.org.mw
Mauritanie	Banc d'Arguin, and Coastal and Marine Biodiversity Trust Fund (BaCoMaB)	M. Dheby	dheby@hotmail.com	www.bacomab.org
Tanzanie	Eastern Arc Mountains Conservation Endowment Fund (EAMCEF)	Francis B.N. Sabuni	eamcef@easternarc.or.tz	www.easternarc.or.tz
Tanzania	Tanzania Forest Fund	Tuli Salum Msuya	info@forestfund.go.tz	www.forestfund.go.tz
Ouganda	Bwindi Mgahinga Conservation Trust (BMCT)	Mwine Mark David	mmd@bwinditrust.ug	www.bwinditrust.ug

LISTE DES FFC PARTICIPANTS

Europe de l'Est/Asie/Océanie

Pays	Nom	Nom Contact	Email	Site internet
Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie	Caucasus Nature Fund	David Morrison	dmorrison@caucasus-naturefund.org	www.caucasus-naturefund.org
Bangladesh	Arannayk	Farid Uddin Ahmed		www.arannayk.org
Bhoutan	Bhutan Trust Fund for Environmental Conservation	Pema Choephyel	pema.choephyel@bhutantrustfund.bt	www.bhutantrustfund.bt
Les Etats fédérés de Micronésie	Micronesia Conservation Trust	William N. Kostka		www.ourmicronesia.org
Inde	Ashoka Trust for Research in Ecology and the Environment (A TREE)	Ganesan Balachander		atree.org
Indonésie	Yayasan Keanekaragaman Hayati Indonesia (Indonesian Biodiversity Foundation)	M.S. Sembiring	sembiring@kehati.or.id	www.kehati.or.id
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Tree Kangaroo Conservation Program	Lisa Dabek	Lisa.Dabek@zoo.org	http://www.zoo.org/treekangaroo
Philippines	Philippines Tropical Forest Conservation Trust	Jose Andres Canivel	admin@ptfcf.org	www.ptfcf.org

LIST OF PARTICIPATING CTFS

Amérique Latine/Caraïbes

Pays	Nom	Nom Contact	Email	Site Internet
Bélize	Protected Areas Conservation Trust, Belize (PACT)	Natalie Rosado		www.pactbelize.org
Bolivie	Fundación para el Desarrollo del Sistema Nacional de Áreas Protegidas (FUNDESNAP)	Sergio Martín Eguino Bustillos	seguino@fundesnap.org	www.fundesnap.org
Bolivie	Fundación para la Conservación del Bosque Chiquitano	Hermes Justiniano	hrjustin@fcbc.org.bo	www.fcbc.org.bo
Brésil	Fundo Brasileiro para a Biodiversidade (Funbio)	Rosa Maria Lemos de Sá	funbio@funbio.org.br	www.funbio.org.br
Colombie	Fondo Acción	José Luis Gómez	joselgomez@fondoaccion.org	www.fondoaccion.org
Costa Rica	Costa Rica Por Siempre	Zdenka Piskulich	zpiskulich@costaricaporsiempre.org	www.costaricaporsiempre.org
Equateur	Fondo Ambiental Nacional (FAN)	Diego Fernando Burneo Aguirre	wcaceres@fan.org.ec	www.fan.org.ec
El Salvador	Fondo de la Iniciativa para las Américas El Salvador (FIAES)	Jorge Alberto Oviedo Machuca	jorge.oviedo@fiaes.org.sv	www.fiaes.org.sv
Jamaïque	Environmental Foundation of Jamaica (EFJ/JPAT)	Karen McDonald Gayle	efj.ja@cwjamaica.com	www.efj.org.jm
Jamaïque	Jamaica Protected Areas Trust Ltd./Forest Conservation Fund (EFJ/JPAT)	Allison Rangolan McFarlane	allison.mcfarlane@efj.org.jim	www.jpata-jm.net
Mexique	Fondo Mexicano para la Conservación de la Naturaleza (FMCN)	Lorenzo José de Rosenzweig Pasquel	lorenzo@fmcn.org	www.fmcn.org

LIST OF PARTICIPATING CTFS

Amérique Latine/Caraïbes

Mexique, Bélize, Guatemala, Honduras et El Salvador	Mesoamerican Reef Fund (MAR Fund)	María José González	mjgonzalez@marfund.org	www.marfund.org
Panama	Fundación para la Conservación de los Recursos Naturales	Rosa Montañez	info@naturapanama.org	www.naturapanama.org
Paraguay	Fondo de Conservación de Bosques Tropicales	Edmilce Ugarte	info@fondodeconservaciondebosques.org.py	www.fondodeconservaciondebosq
Pérou	Fondo de Las Américas (Fondam)	Juan Armando Gil Ruiz	fondam@fondoamericas.org.pe	www.fondoamericas.org.pe
Pérou	Peruvian Trust Fund for National Parks and Protected Areas (PROFONANPE)	Alberto Paniagua Villagra	apaniagua@profonanpe.org.pe	http://www.profonanpe.org.pe
Suriname	Suriname Conservation Foundation (SCF)	Leonard C. Johanns	surcons@scf.sr.org	www.scf.sr.org